

DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE INCERTAINES ?

L'EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

PAR

Alice SINDZINGRE*

PAYS A BAS REVENUS ET TRAPPES A PAUVRETE

La catégorie des pays en développement s'est considérablement diversifiée au cours des années 2000 et il est devenu difficile de la traiter comme un ensemble homogène. A côté des grands pays dits « émergents », notamment la Chine, l'Inde ou le Brésil, figurent d'autres pays plus pauvres, qui sont devenus ce à quoi la catégorie de « pays en développement » se réfère de plus en plus – les frontières étant, malgré tout, brouillées, avec la Chine et l'Inde qui sont considérées, par exemple, comme appartenant à l'« Asie émergente » par le Fonds monétaire international (FMI), mais aussi comme des pays à revenus intermédiaires inférieurs par la Banque mondiale. Les pays les plus pauvres sont ceux que la CNUCED appelle les « pays les moins avancés » (*least developed countries*), au nombre de 50, parmi lesquels les pays d'Afrique sub-saharienne (ASS) sont majoritaires. Ces pays les plus pauvres sont classés différemment par les institutions financières internationales (IFI), la Banque mondiale et le FMI. Celles-là distinguent le groupe des « pays à bas revenus » (*low-income countries*) d'autres groupes de pays – les pays à revenus intermédiaires et les pays à revenus élevés. La catégorie de pays à bas revenus est régulièrement réactualisée : en 2008, elle regroupait 49 pays, sur le critère d'un revenu national brut inférieur à 935 dollars per capita.

Les trajectoires de croissance de l'ensemble de ces pays montrent une grande disparité. A l'intérieur même de la catégorie des pays à bas revenus, les performances de croissance sont très inégales, de bonnes performances de croissance depuis le milieu des années 2000 voisinant avec des pays en stagnation.

Un point essentiel est que ces taux de croissance ont souvent eu pour causes des facteurs extérieurs aux politiques économiques menées par les gouvernements. Ils ont souvent été poussés par les prix des matières premières, en particulier les prix du pétrole et des métaux. L'Afrique sub-saharienne a ainsi eu un taux de croissance de 6,5 % en 2007 et sans doute de 6 % en 2008, avant tout tiré par la croissance des pays pétroliers¹. Des pays tels que l'Angola (21,1 % en 2007) ou la Guinée équatoriale (21,4 % en 2007) ont eu des taux de croissance remarquables, mais manifestement causés par la hausse des prix du pétrole de la seconde moitié des années 2000, jusqu'à mi-2008 – bien que d'autres pays pétroliers

* Chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS, France), au laboratoire EconomiX de l'Université de Nanterre (Paris X, France) et *visiting lecturer* au département d'Economie de la School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres (Grande-Bretagne).

¹ International Monetary Fund, *World Economic Outlook*, Washington, avr. 2008.

présentent de médiocres taux de croissance (ainsi, le Tchad avec 0,2 % ou le Gabon avec 5,6 % en 2007)².

Ces disparités ont suscité une question importante en économie du développement, celle de savoir si les pays ou groupes de pays divergent ou convergent entre eux. Certaines régions du monde, telles que l'Afrique sub-saharienne, semblent être davantage marquées par la stagnation économique, du moins relativement à d'autres pays, qui avaient un niveau de revenu par tête comparable dans les années 1960, ainsi la Corée, la Chine ou les pays émergents d'Asie du Sud-Est.

C'est ainsi que le concept de « trappes à pauvreté » – et leur existence même – est l'objet de nombreux débats : les groupes de pays à bas revenus sont-ils pris dans ces « trappes à pauvreté », des cercles vicieux ? Ces débats académiques recourent des contrastes entre positions d'organisations internationales, notamment les IFI et la CNUCED.

Pour le FMI et la Banque mondiale, par définition – eu égard à leur mandats respectifs d'organisation veillant aux équilibres financiers internationaux et de banque de développement –, les politiques économiques sont efficaces (*policy matter*) : lorsque les politiques sont appropriées, elles peuvent conduire au développement, notamment la libéralisation commerciale. Les pays en développement à bas revenus ne sont pas pris dans des trappes à pauvreté : ils croissent, même si c'est à un rythme plus lent que les pays d'Asie de l'Est à forte croissance³. Dans une perspective théorique différente, Hausmann, Pritchett et Rodrik soutiennent que, plutôt que par des phénomènes de trappes à pauvreté, les pays en développement sont affectés par des séries successives d'accélération et de décélération de leur taux de croissance, qui peuvent certes avoir des effets négatifs pour leur croissance à long terme et la gestion de leurs équilibres macroéconomiques⁴.

Pour la CNUCED, en revanche, le contexte prime sur les politiques économiques, quelle qu'en soit la pertinence : certaines structures de marché, certaines conditions initiales peuvent générer des trappes à pauvreté. Typiquement, le déclin du prix réel des exportations, la diminution des parts de marché et la concentration des exportations dans un nombre limité de produits constituent les ingrédients de trappes à pauvreté et de cercles vicieux. Ainsi, dans le cas des matières premières agricoles, le bas prix des produits, les faibles revenus et les bas salaires agricoles, les recettes budgétaires insuffisantes, la détérioration des termes de l'échange et celle de la balance des paiements peuvent se renforcer mutuellement. Les politiques économiques standard censées promouvoir la croissance, telle la libéralisation des échanges, peuvent être ici inefficaces.

L'article explore ce concept de trappe à pauvreté en analysant les perspectives des pays à bas revenus depuis les années 2000. Ceux-là sont confrontés à une augmentation de la demande vis-à-vis des biens qu'ils exportent et donc à des prix plus élevés, ce qui pourrait favoriser leur croissance, notamment en raison de la demande de la Chine. L'article argue cependant que ces échanges comportent des risques, en particulier une érosion des secteurs industriels et un renforcement de la dépendance de ces pays vis-à-vis des produits de base, en explorant davantage les cas des échanges entre l'Afrique sub-saharienne et la Chine. Il montre ensuite que la croissance de pays en développement des années 2000, lorsqu'elle

² International Monetary Fund, *World Economic Outlook*, Washington, oct. 2008.

³ William EASTERLY, « Reliving the 50s : the big push, poverty traps and takeoffs in economic development », mimeo, IFPRI/Cornell Conference on Threshold Effects and Non-Linearities in Growth and Development, 2005.

⁴ Ricardo HAUSMANN / Lant PRITCHETT / Dani RODRIK, *Growth Accelerations*, Harvard University Press, Cambridge, 2005.

découle de la demande pour les produits de base et de la hausse de leurs cours, risque de ne par être soutenable à long terme, en raison des caractéristiques intrinsèques de ces produits mises en lumière dès les années 1950 – déclin des prix réels, volatilité et vulnérabilité des économies aux chocs extérieurs.

L'IMPACT DE LA DEMANDE MONDIALE SUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : LA MONTEE EN PUISSANCE DE LA CHINE

Les échanges des pays à bas revenus avec les pays dits émergents, notamment la Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde, se sont spectaculairement accrus depuis le milieu des années 2000. Cette période correspond également à une accélération des échanges dits « Sud-Sud » : mes grand pays émergents cherchent à consolider leur industrialisation et les échanges entre l'Afrique sub-saharienne (ASS), la Chine et l'Inde en sont l'exemple le plus spectaculaire. Cette intensification du commerce et des investissements Sud-Sud est, pour Harry Broadman *et alii*⁵, l'un des changements les plus marquants dans l'évolution de l'« économie globale », auparavant dominée par les échanges entre pays industrialisés et ceux entre le « Nord » et les pays en développement.

C'est surtout entre l'Asie et l'Afrique que les flux commerciaux et d'investissements se sont accrus, mettant l'Asie à parité avec les grands partenaires traditionnels de l'Afrique que sont l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis. Cette augmentation des échanges est associée à un déclin relatif des échanges avec l'UE⁶ ; Broadman *et alii* estiment même que, tandis que les exportations de l'Asie vers l'Afrique croissent rapidement – environ 18 % par an, plus que vers toute autre région du monde –, la part de l'UE dans les exportations de l'Afrique a diminué de moitié entre 2000 et 2005. Selon Hany Besada, Yang Wang et John Whalley⁷, le commerce entre l'Afrique et la Chine (somme des exportations et des importations) est passé de 7 milliards de dollars à 59 milliards entre 2000 et 2007. La Chine est le troisième partenaire commercial de l'Afrique après les Etats-Unis et l'UE, avec une part dans la croissance annuelle des exportations de l'ASS qui a doublé depuis 2000⁸.

Les échanges de la Chine avec les pays à bas revenus, notamment l'ASS, sont basés sur des relations commerciales, des investissements et de l'aide. Comme le souligne Jian-Ye Wang, l'influence de la Chine provient de ce que celle-là opère à la fois comme marché, donateur, financier et investisseur, contractant et constructeur⁹. Ces échanges sont déterminés notamment par les politiques des gouvernements, l'existence de marchés pour les exportations de chaque pays, la demande d'infrastructures, ainsi que l'approche spécifique de la Chine en matière de financements – différente de celle pratiquée par les donateurs bilatéraux et les organisations financières internationales, Banque mondiale et Fonds

⁵ Harry G. BROADMAN, *Africa's Silk Road : China and India's New Economic Frontier*, The World Bank, Washington, 2007.

⁶ *The Economist*, 3 fév. 2007.

⁷ Hany BESADA / Yang WANG / John WHALLEY, « China's growing economic activity in Africa », *NBER Working Paper*, n° 14 024, 2008.

⁸ Jian-Ye WANG / Abdoulaye BIO-TCHANÉ, « Africa's burgeoning ties with China », *Finance and Development*, vol. XLV, n° 1, mars 2008, pp. 44-47

⁹ Jian-Ye WANG, « What drives China's growing role in Africa ? », *Working Paper* (International Monetary Fund), n° WP/07/211, 2007.

monétaire international devenus depuis les années 1980 les principaux bailleurs des pays pauvres sous la forme de prêts conditionnés à des réformes économiques.

Les financements de la Chine ne sont en effet pas conditionnés à des réformes et se présentent davantage sous la forme de troc, par exemple d'échanges de matières premières contre des projets. De nombreux investissements chinois en ASS suivent en effet le mode dit « de l'Angola », selon lequel les pays troquent des ressources naturelles contre des investissements dans des infrastructures par des firmes chinoises¹⁰. Ces différents déterminants ont mis le commerce et l'investissement au centre des relations entre la Chine et l'ASS, ce processus bénéficiant d'un fort soutien du secteur public chinois et des institutions financières publiques de même que du secteur privé chinois.

En apparence, les relations de la Chine avec l'Afrique sub-saharienne semblent se démarquer de celles pratiquées par les pays européens, tant dans leur volume que dans leur nature. Cependant, pour Hany Besada *et alii*, les échanges entre l'ASS et la Chine sont moins spectaculaires qu'on ne le croit. Même si les flux commerciaux et d'investissement se développent à des rythmes élevés – 30 % par an depuis la fin des années 1990 –, leurs niveaux sont nettement plus limités, contrairement à l'opinion répandue selon laquelle la Chine a désormais une influence prépondérante sur l'Afrique sub-saharienne.

La Chine ne représentait en 2006 qu'environ 1,4 % des flux d'investissements directs étrangers vers l'Afrique et seulement 8,6 % des exportations de l'Afrique et 9,6 % des importations de celle-ci. Cependant, il est indéniable que les échanges entre ces deux parties du monde connaissent une croissance rapide. Cette croissance est confirmée par Jian-Ye Wang et Abdoulaye Bio-Tchané, qui estiment que, entre 2001 et 2006, les échanges entre l'ASS et la Chine ont augmenté en moyenne de plus de 40 %, soit davantage que le taux de croissance du commerce mondial (14 %) ou celui des prix des matières premières (18 %)¹¹.

UNE CARACTERISTIQUE ESSENTIELLE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT : LA DEPENDANCE VIS-A-VIS DE PRODUITS DE BASE POUR LEURS EXPORTATIONS

Les pays les plus pauvres sont caractérisés par leur dépendance vis-à-vis de produits de base pour leurs exportations, qui est liée à leur faible niveau d'industrialisation : leurs exportations sont essentiellement constituées de produits de base, notamment de produits pétroliers et de produits agricoles. La compréhension des directions des causalités est une question fondamentale : est-ce le fait de structurer l'économie sur des produits de base qui induit une faible croissance et de faibles niveaux de revenus ou bien est-ce le fait d'être à un bas niveau de développement qui induit une part excessive des produits de base dans les exportations ? En d'autres termes, est-ce la prééminence des matières premières dans les exportations qui freine la diversification et l'industrialisation ou bien les contraintes pesant sur l'industrialisation – par exemple un faible niveau de capital humain, des infrastructures déficientes – favorisent-elles la spécialisation des économies dans l'exploitation de produits de base ?

¹⁰ Ryan J. ORR / Jeremy R. KENNEDY, « Research note. Highlights of recent trends in global infrastructure : new players and revised game rules », *Transnational Corporations* (UNCTAD), vol. XVII, n° 1, pp. 99-133.

¹¹ Jian-Ye WANG / Abdoulaye BIO-TCHANÉ, *op. cit.*

L'Afrique sub-saharienne est un exemple particulièrement manifeste de cette dépendance et des problèmes qui en découlent. La composition des exportations n'a que peu varié depuis la période coloniale. En 1980, les produits de base (pétroliers et non-pétroliers) représentaient 95 % des exportations de l'ASS et ce chiffre était de 81 % deux décennies plus tard¹². L'ASS n'a pas diversifié sa production et ses exportations après deux décennies de réformes amorcées dans les années 1980 (les programmes de stabilisation du FMI et ceux d'ajustement structurel de la Banque mondiale).

Cette situation s'est même renforcée avec la découverte de champs pétroliers dans un nombre croissant de pays. Depuis le milieu des années 2000, la part des produits pétroliers dans les exportations totales de l'ASS s'élève même désormais à 50 % des exportations totales du continent¹³. Selon les *World Development Indicators* de la Banque mondiale (2004, 2006, 2007), les produits pétroliers représentent plus de 97 % des exportations du Nigeria depuis 1990. Au Bénin, les produits agricoles non transformés représentaient 56 % des exportations en 1990, 71 % en 2001, 59 % en 2003, 49 % en 2004, 61 % en 2005 (*World Development Indicators* 2003, 2005, 2006, 2007).

La demande de la Chine : des échanges commerciaux seulement motivés par la quête de ressources naturelles ?

Selon Broadman *et alii*, l'Asie reçoit un quart des exportations de l'Afrique sub-saharienne. La Chine et l'Inde représentent quelque 10 % des exportations et importations de l'Afrique sub-saharienne, soit 25 % de plus que la part de ces deux pays dans le commerce mondial. La demande de la Chine pour les biens produits par l'ASS s'est fortement accrue depuis le milieu des années 1990. Il s'agit essentiellement de produits de base, par exemple les produits pétroliers, les métaux ou le coton. Selon l'International Crisis Group¹⁴, 32 % des importations totales de pétrole brut de la Chine en 2006 provenaient d'ASS, les trois premiers pays étant l'Angola, le Nigeria et le Soudan – les pays du Moyen-Orient représentant 44 % des importations chinoises.

Les liens entre l'ASS et la Chine sont constitués de trois grands vecteurs : le commerce, les investissements étrangers et l'aide au développement. Pour Kaplinsky, McCormick et Morris¹⁵, le vecteur le plus important est la quête par la Chine d'*inputs* nécessaires à ses propres infrastructures et à son secteur manufacturier ; c'est pourquoi le pétrole domine largement les autres produits de base – métaux, coton, bois, minéraux.

Cette transformation du paysage des échanges mondiaux et la montée en puissance des échanges entre pays à bas revenus – notamment africains – et grand pays émergents suscitent plusieurs questionnements. Un débat crucial, qui demeure non résolu, porte sur la question de savoir si ces échanges commerciaux et investissements contribuent effectivement au développement des pays à bas revenus, en particulier à la transformation structurelle de leurs économies, jusque-là caractérisées par une faible diversification de leurs exportations essentiellement constituées de produits de base. Rien n'est moins sûr, car les demandes de la Chine et de l'Inde sont dominées par les produits de base et n'induisent pas de diversification de la structure des exportations.

¹² UNCTAD, *Economic Development in Africa : Performance, Prospects, and Policy Issues*, 2001.

¹³ International Monetary Fund, *Regional Economic Outlook : Sub-Saharan Africa*, avr. 2007.

¹⁴ International Crisis Group, « China's thirst for oil », *Asia Report*, n° 153, 2008.

¹⁵ Raphael KAPLINSKY / Dorothy MCCORMICK / Mike MORRIS, *The Impact of China on Sub-Saharan Africa*, The Open University (DFID) / Brighton Institute of Development Studies, 2007.

Les impacts à long terme demeurent incertains. A tout le moins, la demande des grands pays émergents introduit une complexité additionnelle concernant les perspectives de croissance des pays les plus pauvres, de même que, du point de vue de la théorie, dans la relation entre exportation de produits de base et croissance.

La demande des grands pays émergents permet-elle un certain optimisme ?

Les analyses de ces changements dans la configuration des échanges et des investissements mondiaux et de leurs impacts pour les pays les plus pauvres, notamment en ASS, oscillent entre pessimisme et optimisme.

Selon certaines argumentations, les échanges commerciaux avec la Chine et les investissements chinois ont des effets positifs sur les partenaires en développement : ils induisent en effet une augmentation des prix des produits exportés par l'ASS – en particulier le pétrole et les métaux –, un accroissement du volume de ces exportations et favorisent donc la croissance. Ainsi, la demande en pétrole chinoise a accru les exportations de pays tels que l'Angola et le Soudan, de même que la demande de cuivre a favorisé les exportations de la Zambie. La Chine réalise aussi des investissements durables, par exemple dans des secteurs de produits de consommation et pas seulement dans les ressources naturelles. Les investissements et l'aide au développement de la Chine apportent des capitaux dont manquent typiquement les pays pauvres¹⁶.

Selon Jian-Ye Wang et Abdoulaye Bio-Tchané, les échanges de l'ASS avec la Chine sont associés à une nette amélioration des termes de l'échange pour l'ASS. Ils contribuent à la croissance des exportations de l'ASS et donc à la croissance de celle-là.

Comme l'a montré Raphael Kaplinsky¹⁷, les thèses classiques du déclin séculaire des termes de l'échange, défendues par Raul Prebisch et Hans Singer, doivent être raffinées en fonction du changement de contexte du début du XX^e siècle induit par la globalisation et notamment par l'entrée de la Chine et des autres pays émergents. R. Prebisch et H. Singer expliquaient ce déclin par des facteurs spécifiques aux pays et aux produits. Des changements importants sont survenus au cours de la dernière décennie, en particulier une différenciation des prix à l'intérieur de la catégorie des matières premières – les prix de certaines matières premières, mais pas toutes, ont augmenté et de même, à l'intérieur de la catégorie des produits manufacturés, le prix de nombreux produits a chuté. Pour R. Kaplinsky, ces changements dans la structure des prix peuvent induire de réelles modifications dans ce processus et renverser le déclin des termes de l'échange pour les producteurs de matières premières. L'entrée de la Chine dans le commerce international a augmenté la demande mondiale pour de nombreuses *hard commodities*, tandis que ses exportations de produits manufacturés, associées à un mouvement de concentration des achats au niveau mondial, tendent à faire baisser les prix des produits manufacturés.

Une autre perspective optimiste souligne que la composition des biens échangés entre l'Afrique et la Chine est identique à celle des biens échangés entre l'Afrique et ses autres partenaires majeurs. J.-Y. Wang et A. Bio-Tchané ont calculé que, en 2006, le pétrole et le gaz représentaient plus de 60 % des exportations de l'Afrique vers la Chine, suivis des minéraux non-pétroliers et des métaux (13 %). Quant aux biens que l'Afrique importe de la

¹⁶ Ali ZAFAR, « The growing relationship between China and Sub-Saharan Africa : macroeconomic, trade, investment, and aid links », *World Bank Research Observer*, vol. XXII, n° 1, 2007, pp. 103-130

¹⁷ Raphael KAPLINSKY, « Revisiting the revisited terms of trade : will China make a difference ? », *World Development*, vol. XXXIV, n° 6, 2006, pp. 981-995.

Chine, ils consistent essentiellement en produits manufacturés et biens d'équipement (machines, transport) – 3/4 des importations totales. Or, la situation est tout à fait comparable pour les échanges entre l'ASS et les Etats-Unis ou encore l'Union européenne. Une conclusion importante peut en être inférée, qui va à l'encontre du savoir conventionnel concernant les stratégies de la Chine vis-à-vis des pays en développement, souvent considérées comme répondant avant tout à une logique « extractive ». La Chine, les Etats-Unis et l'UE ont des objectifs analogues : ils cherchent à sécuriser leurs approvisionnements en ressources et à accroître leurs exportations. Pour J.-Y. Wang et A. Bio-Tchané, la similitude de composition des biens échangés entre l'Afrique et ses trois principaux partenaires commerciaux (Etats Unis, UE, Chine) suggère que la récente augmentation du commerce entre l'Afrique et la Chine ne fait que refléter les avantages comparatifs de chaque partenaire compte tenu de son niveau de développement – bien plus que des intérêts unilatéraux de la part de la Chine ne visant qu'à la seule exploitation des ressources naturelles de l'Afrique.

Des perspectives pessimistes, notamment pour les pays d'Afrique sub-saharienne

D'autres analyses sont cependant plus pessimistes. L'effet sur les prix de la demande des pays émergents n'a pas que des effets positifs, car, par définition, il accroît la facture pour les pays qui importent les produits concernés – ce fut le cas du pétrole lorsqu'il atteignit des sommets au milieu de l'année 2008. Les prix peuvent ultérieurement baisser : *in fine*, le vrai problème posé par la demande mondiale adressée aux pays pauvres exportateurs de produits de base demeure la volatilité des prix internationaux de ces produits.

Surtout, nombre d'études considère que la Chine est d'abord motivée par une quête de ressources naturelles et *inputs* pour sa propre croissance. Pour Ali Zafar¹⁸, la prééminence du motif de quête de ressources naturelles dans les relations commerciales de la Chine avec les pays en développement est démontrée par la dispersion des échanges commerciaux de la Chine avec l'Afrique : cette dispersion souligne en effet que ce sont les dotations en ressources qui dominent la proximité géographique comme variable expliquant les flux commerciaux.

Nombre d'observateurs décèle les prémisses d'une re-spécialisation – ou d'un renforcement de la spécialisation – des pays pauvres dans la production et l'exportation de matières premières, ce qui diminue les incitations à diversifier les économies et donc rend cette diversification plus difficile et, par là-même, en cercle vicieux, accroît la dépendance des pays vis-à-vis des matières premières. Les ressources naturelles sont ici une « malédiction » en favorisant le risque de re-spécialisation de l'ASS.

Il faut également noter que les effets potentiellement négatifs des exportations chinoises de produits manufacturés par la Chine sont moins marqués pour d'autres pays en développement – les pays à revenus plus élevés – que dans les pays à bas revenus et notamment en ASS. Hanson et Robertson soulignent que les exportations de produits manufacturés ont représenté sur la période 2000-2005 32 % du PIB de la Chine et 89 % de ses exportations de marchandises. En sélectionnant 10 pays où les exportations de produits manufacturés constituent plus de 75 % des exportations (Hongrie, Malaisie, Mexique, Pakistan, Philippines, Pologne, Roumanie, Sri Lanka, Thaïlande, Turquie) et qui devraient en théorie être particulièrement vulnérables à la concurrence chinoise, ils montrent que, sur la

¹⁸ Ali ZAFAR, *op. cit.*

période 1995-2005, la baisse induite par ces exportations chinoises sur les exportations de ces pays a en fait été minimale (autour de 1 % de leurs exportations)¹⁹.

Selon ces vues plus pessimistes, alors que les premiers théoriciens de l'économie du développement considéraient que l'industrialisation est une étape essentielle du processus de développement et de la nécessaire transformation structurelle des économies, l'un des aspects critiques des échanges de la Chine avec les pays les plus pauvres est l'érosion de secteurs industriels déjà fragiles. Les échanges avec les grands pays émergents, Chine ou Inde, constituent une menace pour les secteurs industrialisés des pays à bas revenus, notamment ceux d'ASS, alors qu'ils sont déjà confrontés à de nombreuses contraintes (réformes prescrites par les programmes des IFI, faible niveau de capital humain, absence d'infrastructures). L'impact est négatif sur le secteur manufacturier – exportateur et destiné au marché intérieur²⁰.

Selon R. Kaplinsky et M. Morris²¹, tant la littérature théorique que les faits – ainsi les premiers « dragons » asiatiques et désormais la Chine – montrent que l'industrialisation est le seul chemin de développement viable pour les pays situés aux premiers stades du développement, en particulier *via* des stratégies fondées sur l'exportation de produits manufacturés. Cependant, ces stratégies de croissance tournées vers l'exportation de biens manufacturés sont menacées par l'entrée de la Chine dans l'économie globale car celle-là est également exportatrice de biens manufacturés.

Les secteurs du textile et de l'habillement sont souvent considérés comme les premières étapes de telles stratégies de croissance, mais ils sont fragilisés par les exportations chinoises vers les marchés mondiaux. Ces secteurs ont de grandes difficultés à se maintenir lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des accords commerciaux préférentiels, notamment des accords régionaux Nord-Sud, réputés plus efficaces²², qui les protègent vis-à-vis des producteurs asiatiques. En l'absence de tels accords, les exportations textiles de l'ASS seraient largement absentes des marchés mondiaux et sérieusement menacées sur leurs propres marchés domestiques.

Les secteurs textiles d'ASS sont confrontés à des problèmes difficiles²³. La part des exportateurs d'ASS dans les importations américaines de textiles et de vêtement a augmenté entre 2001 et 2004, bénéficiant d'un meilleur accès grâce aux quotas de l'Accord multifibre et à des accords préférentiels découlant de l'Africa Growth and Opportunity Act (AGO). Ces progrès ont été déstabilisés par le démantèlement de l'Accord multifibre – et donc des quotas –, qui a entraîné une chute importante des exportations vers les États-Unis, tandis que la part de la Chine dans ces marchés connaissait une augmentation significative.

¹⁹ Gordon H. HANSON / Raymond ROBERTSON, « China and the manufacturing exports of other developing countries », *NBER Working Paper*, n° 14 497, 2008.

²⁰ Raphael KAPLINSKY / Dorothy MCCORMICK / Mike MORRIS, *op. cit.*

²¹ Raphael KAPLINSKY / Mike MORRIS, « Do the Asian drivers undermine export-oriented industrialisation in SSA ? », *World Development*, vol. XXXVI, n° 2, 2008, pp. 254–273.

²² Anthony J. VENABLES, « Winners and losers from regional integration agreements », *Economic Journal*, vol. CXIII, oct. 2003, pp. 747-761.

²³ Raphael KAPLINSKY / Dorothy MCCORMICK / Mike MORRIS, *op. cit.*

**Changement, en valeur, des exportations de vêtements vers les Etats-Unis, 2004-2006
(données de janvier à novembre pour toutes les années) (%)**

	2005/2004		2006/2005		2006/2004		Variation du prix unitaire des 10 principaux produits 2005/04	
	ASS	Chine	ASS	Chine	ASS	Chine	ASS	Chine
AGOA	-16,5	56,9	-11,4	14,1	-25,2	82,0	-0,9	-46,0
Kenya	-2,5	77,8	-2,5	13,7	-3,3	106,3	-1,9	-45,0
Lesotho	-14,3	110,8	0,3	20,8	-14,6	160,4	-3,2	-46,0
Madagascar	-14,4	72,0	-14,9	16,3	-24,2	104,1	-9,5	-44
Maurice	-26,4	73,2	-30,6	13,5	-61,6	100,0	-4,6	-45
Swaziland	-9,9	93,0	-16,2	15,3	-22,4	128,1	-2,7	-52
Afrique du Sud	-43,7	63,7	-18,7	11,5	-54,0	85,8	3,0	-33

Source : Raphael KAPLINSKY / Dorothy MCCORMICK / Mike MORRIS, *op. cit.*

A. Zafar confirme que les échanges avec la Chine ont certes pour effet positif de diminuer la marginalisation de l'ASS et que les exportations par la Chine de textiles bon marché bénéficient aux consommateurs des pays pauvres, mais menacent aussi de déplacer les productions locales. Zafar estime ainsi que la Chine et l'Inde domineront rapidement quelque 80 % du marché mondial des textiles après la disparition des quotas découlant de la fin de l'Accord multifibre (1^{er} janvier 2005). Les importations chinoises par les pays africains sont plus compétitives en raison de coûts de production plus faibles et d'une meilleure technologie et menaceront directement les secteurs textiles de pays tels que le Botswana, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, Maurice, l'Afrique du Sud et le Swaziland.

La dimension de l'économie politique

Les vues pessimistes concernent également les thématiques de gouvernance et d'économie politique. Les échanges avec les grands pays émergents permettent aux gouvernements des pays en développement de se passer des conditionnalités des IFI. Celles-là ont certes une efficacité économique controversée, mais les conditionnalités concernant le management macro-économique peuvent comporter des aspects positifs, par rapport à des échanges, souvent avalisés de gouvernement à gouvernement, de ressources contre aide ou investissement.

Un argument de la part des pays émergents est que les prêts des IFI s'effectuent aussi au niveau des gouvernements et renforcent donc également ces derniers. L'absence de conditionnalité associée aux échanges avec les pays émergents ouvre aux pays plus pauvres la possibilité de davantage de *policy space*, de marge de manœuvre pour les politiques

économiques, ce qui est l'un des objectifs prioritaires de la CNUCED, en contraste avec le Fonds monétaire et la Banque mondiale²⁴.

La montée en puissance des pays émergents dans le commerce international induit cependant un nouveau « *scramble for Africa* » qui, désormais, implique un nombre accru de grandes puissances économiques mondiales – pays européens, Etats-Unis, Chine, Inde –, motivé comme auparavant par les matières premières.

Ce nouveau contexte confère une plus grande marge de manœuvre aux gouvernements des pays en développement, lesquels peuvent davantage choisir leurs partenaires commerciaux. C'est particulièrement le cas des pays producteurs de pétrole. Cette marge de manœuvre est d'autant plus importante que les pays riches cherchent à diversifier leurs approvisionnements en pétrole et se tournent vers des pays auparavant à bas revenus. Les pays d'ASS fournissent ainsi désormais plus de pétrole aux Etats-Unis que l'Arabie saoudite²⁵. Ainsi, des pays producteurs de pétrole tels que le Soudan ou l'Angola ont toute latitude pour se tourner vers la Chine, tandis que celle-ci cherche à sécuriser ses intérêts dans une région du monde où existent de nombreux autres concurrents. Les pays en développement ont de même une marge de manœuvre accrue vis-à-vis des IFI et de leurs programmes et conditionnalités, qu'ils ont désormais les moyens de rejeter – d'où le nouvel instrument de conseil sans crédits, mis en œuvre par les IFI. Les ressources naturelles donnent une capacité de négociation vis-à-vis des donateurs traditionnels, IFI, UE ou donateurs bilatéraux.

Les flux financiers, importations et investissements de nouveaux partenaires tels que la Chine comportent une dimension d'économie politique potentiellement négative. Ces échanges peuvent renforcer des gouvernements prédateurs, qui sont fréquents dans les pays à bas revenus. Les objectifs des gouvernements d'ASS ne convergent pas nécessairement avec ceux de leurs « sociétés civiles » et en divergent souvent – ces clivages sont parfois vus comme une caractéristique et même une cause de la pauvreté de ces pays. Les échanges et investissements chinois peuvent fonctionner comme un soutien à des régimes autoritaires et à des institutions politiques défailtantes. Depuis 2008, il arrive que les sociétés civiles expriment leur ambivalence vis-à-vis des investissements effectués par la Chine, notamment leur création limitée d'emplois, notamment d'emplois qualifiés, les firmes investissant localement tendant à amener de Chine leur main-d'œuvre qualifiée (ainsi en Zambie).

L'impact négatif des ressources naturelles sur les institutions politiques des pays concernés, qui fait l'objet d'une vaste littérature, semble incontestable pour beaucoup – par exemple, favorisant les comportements rentiers, la corruption et les régimes politiques autoritaires²⁶. L'augmentation de la demande pour les ressources naturelles africaines comporte ainsi des risques de consolidation d'institutions politiques typiquement associées à l'exploitation de ressources naturelles, d'autant plus que les pays producteurs sont

²⁴ Robert WADE, « What strategies are viable for developing countries today ? The World Trade Organization and the shrinking of 'development space' », *Review of International Political Economy*, vol. X, n° 4, nov. 2003, pp. 621-644.

²⁵ John GHAZVINIAN, « Untapped : the scramble for Africa's oil », *SLATE*, 5 avr. 2007, disponible sur le site Internet www.slate.com/id/2163389/.

²⁶ Jonathan ISHAM / Michael WOOLCOCK / Lant PRITCHETT / Gwen BUSBY, « The varieties of resource experience : natural resource export structures and the political economy of economic growth », *World Bank Economic Review*, vol. XIX, 2005, pp. 141-174 ; Erik MEYERSSON / Gerard PADRÓ I MIQUEL / Nancy QIAN, « The rise of China and the natural resource curse in Africa », mimeo, Stockholm University/London School of Economics/Brown University, 2008.

généralement caractérisés par des institutions fragiles, ainsi les institutions démocratiques. De plus, la prééminence des matières premières dans la structure de production et d'exportation est souvent associée à un accroissement des inégalités – supérieur à une structure de marché appuyée sur les produits manufacturés –, à la corruption et aux guerres civiles. En outre, le boom sur les ressources naturelles poussé par la demande asiatique tend à profiter davantage aux firmes privées étrangères et donc ne confère pas nécessairement une meilleure marge fiscale aux gouvernements.

Les gains que les pays en développement peuvent tirer de l'exportation de matières premières, par exemple pour financer l'investissement, la diversification et l'industrialisation, dépendent en effet de la façon dont ces gains sont redistribués : les gains issus des hausses de prix du pétrole et des produits miniers semblent avoir été le plus souvent rapatriés par les firmes étrangères impliquées dans leur exploitation. Leur réinvestissement dans les pays, cependant, n'est pas toujours désirable, car il s'effectue le plus souvent dans les mêmes secteurs, perpétuant ainsi la dépendance vis-à-vis des matières premières²⁷.

LA VOLATILITE DES PRIX DES MATIERES PREMIERES : UN IMPACT NEGATIF SUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

L'accroissement de demande mondiale induite en partie par les pays émergents a donc des effets incertains sur les pays en développement, en particulier les plus pauvres et ceux qui dépendent de produits de base pour leurs exportations.

Une autre série d'incertitudes découle du fait que cette demande mondiale, couplée à la globalisation, à une généralisation des politiques de libéralisation commerciale – promues par les IFI et l'OMC – et à l'augmentation des échanges mondiaux, contribue à la volatilité des prix de ces mêmes matières premières, volatilité qui fragilise les pays exportateurs de produits de base. La volatilité des prix a certes d'autres causes, notamment la spéculation dont les matières premières font l'objet sur les marchés financiers, de même que les niveaux des taux d'intérêt et du dollar. L'intensification de ces derniers facteurs par la globalisation et l'entrée de nouveaux pays dans les échanges mondiaux ont cependant constitué des facteurs additionnels de la volatilité dans les années 2000.

Un point essentiel est que cette volatilité des prix des produits de base implique des perspectives incertaines pour tous les pays en développement fondant leur croissance sur l'exportation de ces produits. Pour nombre d'économistes, cette volatilité est même un trait intrinsèque des matières premières. Si on admet que la volatilité en tant que telle a un impact négatif sur la croissance des pays et leurs équilibres macro-économiques, alors le fait pour un pays d'être exportateur de produits de base a des effets intrinsèquement négatifs sur sa croissance – et peut contribuer à la formation d'une « trappe à pauvreté » à long terme.

Le problème intrinsèque des produits de base : la volatilité des prix

Les grands débats théoriques portent sur deux processus caractérisant les produits de base : le déclin séculaire de leurs termes de l'échange et des prix réels des matières premières ; la volatilité des prix internationaux. Ces processus exposent tout particulièrement ces pays à des chocs extérieurs et donc fragilisent leur croissance et leurs capacités fiscales.

²⁷ UNCTAD, *Trade and Development Report 2008 : Commodity Prices, Capital Flows and the Financing of Investment*, 2008.

Ce sont les thèses de Raul Prebisch²⁸ et Hans Singer²⁹ – constituant un argument central en faveur de l'industrialisation comme déterminant de la croissance – qui ont montré les effets négatifs de la production et de l'exportation de matières premières découlant du déclin séculaire des termes de l'échange et de la volatilité des prix. Les booms de prix réduisent également les incitations à industrialiser et augmentent les incitations à produire des matières premières, engendrant une « éviction de l'industrialisation ». Les travaux d'Alfred Maizels ont plus tard confirmé cette détérioration et cette instabilité intrinsèque des marchés de produits de base³⁰.

Le comportement des prix des matières premières est expliqué par une série de facteurs : l'élasticité-revenu ou l'élasticité-prix de la demande pour les matières premières plus faible que pour les produits manufacturés, le pouvoir de marché et la supériorité du progrès technologique des pays développés, ainsi que l'amélioration de la productivité agricole et une redistribution asymétrique de ses gains aux pays en développement. Comme le rappelle la CNUCED, ces différences entre produits concernant les élasticités-revenu de la demande à leur égard expliquent les disparités de leurs taux de croissance dans le commerce mondial³¹.

L'amplitude du déclin fait l'objet de débats – Enzo R. Grilli et Maw Cheng Yang³² soulignent ainsi que le déclin des termes de l'échange des matières premières non pétrolières durant le XX^e siècle s'est accompagné d'un accroissement de leur pouvoir d'achat. En revanche, la volatilité est l'objet d'un consensus, les débats portant sur l'existence des cycles et leur formation en fonction de seuils de revenus au sein des pays consommateurs : les métaux semblent ainsi posséder une élasticité-revenu jusqu'à un seuil de 15 000-20 000 dollars, seuil pour le moment encore supérieur aux revenus per capita de la Chine et de l'Inde³³.

Selon la CNUCED, le commerce mondial est poussé par les produits manufacturés – notamment ceux à forte intensité en technologie, appartenant aux secteurs à forte croissance de la productivité – et non par les matières premières agricoles, ce qui donne un avantage à certaines régions du monde – ainsi à l'Asie et non à l'ASS. Le passage de l'exportation de produits de base à celle de produits manufacturés n'est cependant pas une solution miracle, car ce qui importe, ce n'est pas un meilleur ratio produits manufacturés/PIB, mais un meilleur ratio valeur ajoutée du secteur manufacturé/PIB, où les pays développés ont un avantage³⁴.

L'accroissement des échanges entre pays émergents et en développement élève certes les prix des matières premières produites par certains pays, mais les bénéficiaires demeurent

²⁸ Raul PREBISCH, *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*, United Nations, New York, 1950.

²⁹ Hans SINGER, « The distribution of gains between investing and borrowing countries », *American Economic Review*, vol. XL, n° 2, 1950, pp. 473-85.

³⁰ Alfred MAIZELS, « Commodities in crisis : an overview of the main issues », *World Development*, vol. XV, n° 5, 1987, pp. 537-549, et « The continuing commodity crisis of developing countries », *World Development*, vol. XXII, n° 11, 1994, pp. 1 685-1 695

³¹ UNCTAD, *Trade and Development Report*, 2002.

³² Enzo R. GRILLI / Maw Cheng YANG, « Primary commodity prices, manufactured goods prices and the terms of trade of developing countries : what the long run shows », *World Bank Economic Review*, vol. II, n° 1, 1988, pp. 1-47.

³³ International Monetary Fund, *World Economic Outlook. The Boom in Nonfuel Commodity Prices : Can it Last ?*, sept. 2006, chap. 5.

³⁴ UNCTAD, *Trade and Development Report*, 2002.

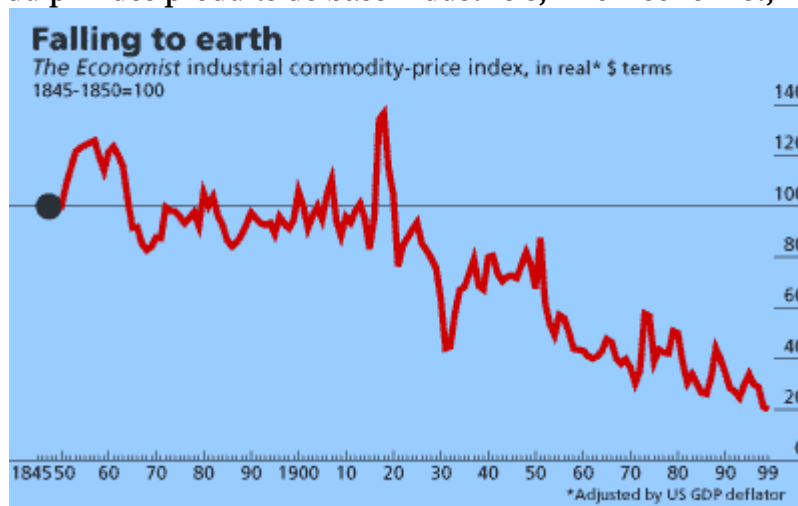
ambigus, car les hausses de prix des produits de base peuvent être associées à des appréciations du taux de change – syndrome de la « maladie hollandaise ». Ce dernier est un effet négatif bien connu de l'exportation de matières premières, où l'afflux soudain de devises découlant d'un boom sur le prix d'un produit exporté entraîne une appréciation du taux de change, qui met en danger les secteurs situés hors de ce boom. A la fin du boom, l'économie est dans une situation pire qu'auparavant, car les industries des autres secteurs – ceux situés hors du boom – ont été affaiblies³⁵.

Ces risques de syndrome hollandais associés aux booms de prix des matières premières soulignent les problèmes potentiels posés par l'augmentation des flux financiers générée par la Chine, notamment les problèmes de gouvernance et de gestion macroéconomique³⁶. Certains soulignent que le syndrome hollandais demeure un réel problème : il peut faire obstacle à la diversification et induire une trappe à pauvreté fondée sur les ressources naturelles (« *resource trap* »).

Eléments empiriques sur le déclin et la volatilité

Le déclin semble attesté au niveau empirique, comme le montre le graphique basé sur l'index élaboré par *The Economist*³⁷. Malgré les augmentations de prix des années 2000, la CNUCED estime qu'il continuera vraisemblablement dans le long terme, car les gains de productivité dans le secteur des matières premières risquent d'être supérieurs à ceux du secteur des produits manufacturés.

Indice du prix des produits de base industriels, *The Economist*, 1845-1999



Source : *The Economist*, 15 avr. 1999.

³⁵ W. M. CORDEN / J. P. NEARY, « Booming sector and de-industrialisation in a small open economy », *Economic Journal*, vol. XCII, n° 368, 1982, pp. 825–848.

³⁶ Ali ZAFAR, *op. cit.*

³⁷ Ce déclin ne doit pas être masqué par les augmentations des prix nominaux des matières premières, qui ont été observées au cours du dernier siècle, comme l'ont rappelé Paul CASHIN / C. John MCDERMOTT, « The long-run behaviour of commodity prices : small trends and big variability », *IMF Staff Papers*, vol. XLIX, n° 2, 2002, pp. 175-199.

La seconde caractéristique des matières premières est la volatilité des prix internationaux. Les termes de l'échange des pays producteurs de matières premières manifestent une plus grande volatilité que ceux des producteurs de produits industriels. Selon la CNUCED, les termes de l'échange des exportations des pays d'ASS ont été deux fois plus volatiles que ceux des pays d'Asie de l'Est des années 1970 aux années 1990 et quatre fois plus volatiles que ceux des pays industrialisés³⁸.

Ce problème crucial de la volatilité intrinsèque des produits de base n'est pas modifié ou atténué par la hausse des cours des années 2000 – hausse qui n'a par ailleurs pas affecté l'ensemble des produits de base. Ceux-là suivent des cycles différents (les boissons tropicales n'ont par exemple pas vu leur prix augmenter de la même manière que les autres produits de base), même si les marchés sont reliés et des co-mouvements existent, ainsi entre les marchés de l'énergie et les marchés agricoles³⁹, de même qu'entre les marchés de matières premières et les marchés financiers. Cette hausse a précisément pris fin de façon brutale et inattendue avec la crise financière à l'automne 2008, confirmant cette volatilité et ses effets néfastes pour la gestion des économies⁴⁰.

Les différentes dimensions de l'impact négatif de la volatilité des prix

Cette volatilité des prix des produits de base a de nombreux impacts négatifs sur les pays à bas revenus et intensifie leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. Sur le long terme, la volatilité des termes de l'échange est néfaste à la croissance⁴¹.

Norman Loayza *et alii*⁴² montrent également que la volatilité des agrégats macro-économiques a un impact négatif sur la croissance – la volatilité macro-économique étant à la fois une cause et un reflet du sous-développement. La volatilité de la croissance des termes de l'échange est la plus élevée dans les régions où vivent le plus grand nombre de pauvres, l'Asie du Sud et l'ASS. Elle représente un coût direct de bien-être pour les individus ayant une aversion au risque et un coût indirect *via* son impact négatif sur la croissance.

Dans les pays en développement, les recettes budgétaires dépendent pour une large part de taxes sur le commerce international et de taxes sur l'exploitation de ressources naturelles – d'autant plus lorsque les secteurs informels sont importants. Ces recettes fluctuent donc fortement lorsque la valeur de ces ressources subit de fortes variations.

Les chocs extérieurs sur les termes de l'échange ont ainsi des coûts élevés, car ces pays sont caractérisés par le fait que les revenus des exportations sont un déterminant majeur de l'équilibre de leurs balances des paiements, de leur endettement extérieur, de leur déficit budgétaire, et de leur capacité d'épargne et d'investissement, dont la gestion devient très difficile. La volatilité génère un contexte d'incertitude, qui freine l'investissement privé et fait hésiter les investisseurs avertis au risque.

³⁸ UNCTAD, *Economic Development in Africa : Performance, Prospects, and Policy Issues*, 2001.

³⁹ John BAFFES, « Oil spills on other commodities », *The World Bank Policy Research Working Paper*, n° 4 333, 2007.

⁴⁰ UNCTAD, *Trade and Development Report 2008 : Commodity Prices, Capital Flows and the Financing of Investment*, 2008.

⁴¹ BLATTMAN / HWANG / WILLIAMSON), *The Impact of the Terms of Trade on Economic Development in the Periphery, 1870-1939*, 2004.

⁴² Norman V. LOAYZA / Romain RANCIÈRE / Luis SERVÉN / Jaume VENTURA, « Macroeconomic volatility and welfare in developing countries : an introduction », *World Bank Economic Review*, vol. II, n° 3, 2007, pp. 343-357.

Une autre dimension négative de la volatilité des prix est le caractère asymétrique des chocs : les périodes de baisses des prix tendent à être plus longues que celles de hausse⁴³. Cette asymétrie est amplifiée lorsque les pays exhibent une forte dépendance vis-à-vis des matières premières doublée d'une concentration de leurs exportations dans un très petit nombre de produits.

Les pays les moins avancés sont précisément caractérisés par un degré élevé de concentration des exportations. La Mauritanie exporte 13 produits, l'Angola 13, le Congo 30, en contraste avec, par exemple, 221 pour l'Irlande ou 214 pour le Portugal⁴⁴. La FAO a également relevé que, pour 15 pays en développement, plus de 50 % de leurs exportations sont constituées par moins de 3 produits agricoles.

La CNUCED définit le taux de dépendance comme la part moyenne des exportations de quatre produits de base dans la valeur des exportations totales⁴⁵. Sur la période 2003-2005, au sein de la catégorie des pays les moins avancés, 30 pays ont un taux de dépendance supérieur à 50 %. En Afrique, 34 des 52 pays et en Amérique du Sud, 8 pays sur 13 ont un taux de dépendance supérieur à 50 %. C'est en Afrique de l'Ouest et en Asie de l'Ouest que le taux de dépendance est le plus élevé, supérieur à 80 %, en raison des exportations de pétrole. Un petit nombre d'exportations de produits agricoles – coton, cacao et café – induit également un taux de dépendance très élevé, supérieur à 65 %, dans des pays africains tels le Bénin et le Burkina Faso.

Dépendance des exportations, produits de base non pétroliers, sélection (2000–2004) en pourcentage

	Pays	Part dans export. totales
Aluminium	Surinam	47
	Tadjikistan	46
	Guinée	36
	Mozambique	26
Cacao	Côte d'Ivoire	34
Café	Burundi	43
Cuivre	Zambie	41
	Chili	31
	Mongolie	20
Coton	Burkina Faso	42
	Bénin	28
Poisson	Islande	30
	Seychelles	30

Source : International Monetary Fund, *World Economic Outlook. The Boom in Nonfuel Commodity Prices...*, *op. cit.*, table 5.1.

⁴³ Paul CASHIN / C. John MCDERMOTT / Alasdair SCOTT, « Booms and slumps in world commodity prices », *Journal of Development Economics*, vol. LXIX, n° 1, 2002, pp. 277-296.

⁴⁴ Marion JANSEN, « Income volatility in small and developing economies : export concentration matters », *WTO Discussion Paper*, n° 3, 2004.

⁴⁵ UNCTAD, *Development and Globalization : Fact and Figures*, 2008.

Ces pays sont contraints non seulement par une dépendance de produits de base mais aussi par une faible productivité, une faible valeur ajoutée et une forte concurrence, non seulement de la part des pays développés, mais aussi de la part d'autres pays en développement, dans leurs secteurs d'activité principaux.

L'ensemble de ces facteurs suggère la possibilité de contextes où volatilité, déclin, asymétrie et concentration se combinent pour former des « trappes à pauvreté ».

DES EFFETS INCERTAINS

La dépendance vis-à-vis des matières premières comporte de nombreux effets négatifs et peut même favoriser la formation de « trappes à pauvreté ». La croissance des grands pays émergents et leur contribution à l'augmentation de la demande mondiale pour des biens produits par les pays en développement semble atténuer le pessimisme des thèses élaborées par Raul Prebisch, Hans Singer et Alfred Maizels, pour lesquels la croissance à long terme des pays dépendants de produits de base est fragilisée par la détérioration des termes de l'échange et la volatilité intrinsèque des prix.

L'article a souligné d'une part que les échanges entre pays émergents et pays en développement, s'ils créent des opportunités pour ces derniers, comportent des risques, notamment pour leurs secteurs industriels, comme le montre l'exemple des échanges entre la Chine et l'Afrique sub-saharienne. L'article a montré d'autre part que les épisodes de croissance des pays en développement des années 2000 ont surtout découlé d'une demande pour des produits non transformés, notamment le pétrole, et de la hausse des cours qui s'en est ensuivie. Le risque est de renforcer la spécialisation de ces pays et leur dépendance vis-à-vis des produits de base. Or, l'évidence empirique confirme l'actualité des thèses pessimistes sur les caractéristiques intrinsèques de ces produits – déclin des prix, volatilité, vulnérabilité des économies aux chocs extérieurs. Ces caractéristiques sont défavorables à la croissance à long terme des pays en développement.

Ces évolutions et processus soulignent à nouveau que la diversification est l'un des mécanismes essentiels de la croissance et de la sortie du sous-développement. C'est ce qu'ont montré les stratégies suivies par les *developmental States* d'Asie de l'Est, concept exploré par Alice Amsden ou Robert Wade⁴⁶ sur les cas de la Corée et de Taïwan. Les succès économiques de ces pays ont mis en lumière le rôle crucial pour la croissance de politiques industrielles soutenues par l'intervention active de l'Etat dans ces économies.

⁴⁶ Alice AMSDEN, *Asia's Next Giant*, Oxford University Press, Oxford, 1989 ; Robert WADE, *Governing the Market : Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialisation*, Princeton University Press, Princeton, 1990.